

RÉSISTANCE SOCIALE

" La République sera sociale ou ne sera pas ! " J. Jaurès



Tunisie : la révolution de Jasmin en marche



**ÉTATS GÉNÉRAUX
DU SERVICE PUBLIC
29 et 30 JANVIER 2011
A LA MAIRIE D'ORLY
(VAL-DE-MARNE)**

Le comité national est constitué des organisations suivantes :
AITEC ; ANECR ; ATTAC ; CADAC ; Collectif national contre les franchises et pour l'accès aux soins pour tous ; Collectif national droits des femmes ;
Confédération Paysanne ; Convergence Nationale des collectifs de défense et développement des SP ; Comité National des Privés d'Emploi
CGT ; Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité ; ESS ; Fondation COPERNIC ; FASE ; Fédération des SP – CGT ; FSU ; Gauche Avenir ; Gauche Unitaire ; Les Alternatifs ;
Les Verts ; LDH ; M'PEP, MRC ; NPA ; PCF ; PCOF ; PG ; PS ; République et Socialisme ; Résistance Sociale ; SOLIDAIRES ; Syndicat de la Magistrature ; UDB ; UFAL ; UGFF-CGT ; UNEF ; USP ...

SOMMAIRE

p1 et 2 : L'édito
p2 : Solidarité internationale
p3 à 6 : Dossier du mois : la Tunisie contre le libéralisme mondialisé !
p7 : Water Makes Money : film et débat
p7 : Gauche morale ou gauche sociale... ou les deux ?
p8 : Coup de gueule

L'ÉDITO

Remise en cause des 35h non seulement au sein du gouvernement Sarkozy, ce qui n'est pas un scoop, mais par des membres du PS ! Une resucée du « travailler plus pour gagner plus », mâtinée de la volonté de faire croire que le bon sens serait de s'aligner sur le moins-disant social mondial.

Manuel Valls est-il de droite ou est-ce un imbécile ? Je serais tentée de répondre : « Les 2, mon Capitaine ». Rappelons quand même que s'en prendre aux 35h au moment où le patronat n'a qu'une envie : réussir à faire sauter toute notion de durée légale, ce n'est certes pas rendre service à la gauche ! Rappelons aussi qu'une augmentation de la durée légale c'est, immédiatement, une baisse des heures supplémentaires et donc du pouvoir d'achat ; juste ce dont les salariés ont besoin en ce moment, M. Valls !

Est-il utile de rappeler également que 77 % des Français sont attachés aux 35h ? Certes les 75 % attachés à la retraite à 60 ans n'ont pas empêché le gouvernement de faire passer sa loi... Raison de plus pour les salariés de rester mobilisés sur leurs acquis –qui ne sont pas des privilèges– et ce, quel que soit le pouvoir !

Attaque sur le statut de la Fonction publique. Le patron des députés UMP s'en prend à l'emploi à vie des fonctionnaires.

Faut-il argumenter contre lui ? Expliquer que ce statut s'accompagne, à compétences égales, d'un salaire moindre ? Que des contraintes de disponibilité et de service y sont liées ? Et surtout qu'il est garant de l'indépendance des agents, qu'il leur permet d'être au service des citoyens sans distinction et de maintenir la continuité de l'Etat par-delà les aléas politiques ? Peine perdue : M. Christian Jacob est totalement imperméable à ces valeurs ! Il n'est peut-être, par contre, pas inutile de le rappeler à nos concitoyens.

(suite page 2)

L'ÉDITO (suite)

Ce qui est inquiétant à travers ces 2 exemples récents, c'est qu'ils démontrent que la volonté de mettre en cause tout progrès social au nom d'une compétitivité économique qui ne bénéficie qu'à quelques-uns est toujours omniprésente.

On le dit, on ne le répétera jamais assez : c'est grâce à ses fonction et secteur publics que la France résiste moins mal que d'autres à la crise que le capitalisme financier assène aux peuples. Alors, ils veulent casser cette résistance car elle empêche les actionnaires de faire encore plus de bénéfices ; pire, des secteurs entiers sont ainsi soustraits à la libre entreprise. Bref, haro sur le fonctionnaire. Il y en aura toujours pour y croire... même chez les salariés dont l'intérêt serait de se sentir spontanément solidaires.

Quant à la durée légale du travail, sa baisse continue est une bataille continue du mouvement ouvrier. Cette lutte a toujours été menée en commun avec celle pour l'emploi et le pouvoir d'achat. Dissocier ces 3 axes de lutte, c'est faire le jeu de la droite, du patronat, du capitalisme.

Collectivement, ceci fait partie de l'inconscient du monde ouvrier. **Le rôle d'une association comme Résistance Sociale est de réaffirmer que les conquêtes sociales ne se feront et ne s'ancreront dans l'histoire que par la volonté d'un peuple averti et mobilisé.**

Marinette BACHE

Un dernier mot. Je ne peux rester muette sur la dernière de l'UMP, préférée par M. Méhaignerie. Il paraît que les indemnités chômage sont trop élevées et qu'elles durent trop longtemps ! Attention de ne pas prendre cette déclaration comme la dernière clownerie à la mode. Sarkozy ou Fillon vont sans doute nous dire qu'on ne touchera pas aux allocations chômage. Mais l'idée aura été lancée ! Je me répète : seule la mobilisation consciente...

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Par Emilie KERDUJAL

ALGÉRIE :

Après Alger, Oran, Béjaïa, Tizi Ouzou rejoint la contestation sociale

La ville de Tizi Ouzou a fini par rejoindre la contestation sociale depuis la nuit du jeudi 6 au vendredi 7 janvier. Des dizaines de jeunes ont investi la rue au niveau du quartier les Genêts ainsi qu'au rond-point du centre-ville.



Communiqué du Syndicat national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (S.N.A.P.E.S.T.) :

Le bureau national du S.N.A.P.E.S.T s'est réuni le 9 janvier 2011, suite aux événements tragiques que vit notre pays. Le bureau national comprend la fureur de notre jeunesse et désapprouve les actes de vandalisme sur nos écoles, lycées,, hôpitaux et édifices publics biens des pauvres. Pour le bureau national, la responsabilité incombe aux pouvoirs publics amnésiques, arrogants et aveugles devant une révolte dont les signes avant-coureurs existent et sont:

- verrouillage des libertés en général et syndicales en particulier,
- absence de dialogue et de concertation sociale,
- inflation galopante et incontrôlée, érodant le pouvoir d'achat.,
- les citoyennes et les citoyens se désintéressent ostensiblement de la chose publique, convaincus que de toute façon cela ne change rien,
- harragas : l'Europe ou la mort est le choix douloureux de notre jeunesse.

Le bureau national du S.N.A.P.E.S.T s'incline devant la mémoire des victimes de cette révolte et demande des mesures politiques concrètes en plus des mesures sociales longuement revendiquées.

Pour le bureau national, le coordonnateur national Monsieur Meriane Meziane - Alger le 9 janvier 2011

GRÈCE

Un appel à la grève a été lancé le 11 janvier par le syndicat de fonctionnaires ADEDY pour début février. La grève devrait être organisée durant la première quinzaine de février, a précisé Despina Spanou, membre de la direction de ce syndicat. Le mouvement pourrait durer vingt-quatre heures et concernera le secteur public. Les syndicats entendent, une nouvelle fois, dénoncer la politique d'austérité du gouvernement.

Source : 20 minutes fr

LE DOSSIER DU MOIS

La Tunisie contre le libéralisme mondialisé !

par Michel JALLAMION, porte-parole de Résistance Sociale

Un article de « Marianne » du 21 janvier 2011 s'intitule « L'Europe malade de l'austérité ». Il est curieux que cet hebdomadaire réduise cette portée à l'Europe car aujourd'hui c'est bien l'ensemble du monde capitaliste qui est malade de l'austérité, qui en fait, est l'autre nom du capitalisme mondialisé.

La Tunisie en est le parfait exemple. Tout le monde a en tête « l'excellente » intervention de DSK en 2008 (en ligne sur www.politique.net) : après avoir été fait Grand Officier de l'Ordre de la République par Ben Ali, DSK n'a que louanges à la bouche pour « la politique économique saine » de la Tunisie, il l'érige même en « exemple pour tous les pays émergents » et la félicite au nom du FMI, même s'il lui demande de pousser encore plus en avant son intégration économique, « seul moyen d'être à l'abri des crises extérieures » (sic !). Il va même plus loin, puisqu'il termine ses propos en assurant aux Tunisiens que, grâce à cette politique et malgré la crise, la Tunisie pourra « continuer à fonctionner très correctement ».

Les membres du gouvernement de la République française, à commencer par Fillon, nous ont expliqué, en long, en large et en travers, ce qu'était pour eux, et les économistes, une politique d'austérité : l'augmentation des impôts et la baisse des dépenses publiques.

Pour les peuples, l'austérité, c'est plus simple : c'est la baisse continue du pouvoir d'achat et des normes sociales !

Les deux ne sont pas vraiment contradictoires : la coupe dans les dépenses publiques se fait au détriment des politiques publiques, à commencer par les services publics et les acquis sociaux, comme la Sécu, le temps de travail, la garantie de l'emploi, etc. Jamais sur les rémunérations du capital et de la spéculation.

Concernant les impôts, leur augmentation se fait essentiellement depuis Colbert sur le dos de « la classe moyenne » ; par la TVA (comme sur Internet ou la TVA sociale en Allemagne) ou par l'impôt direct ou indirect. Quand des niches fiscales sont remises en cause, ce sont plus les aides à l'emploi d'une nourrice qui sont concernées que les placements spéculatifs financiers ou les gros patrimoines.

Bref, la crise mondiale, finalement, ne donne qu'un prétexte supplémentaire aux gouvernants du monde pour taxer leurs concitoyens au profit de quelques

nantis qui en profiteront pleinement lorsque les beaux jours de la Bourse seront revenus. Mais cela commence à se voir et à se savoir.

Cette cure d'austérité date, pour les Français, des années 90 et s'intensifie aujourd'hui. Pour les Tunisiens, elle date de la libéralisation de l'économie par Ben Ali depuis les mêmes années 90 !

Le soutien à Ben Ali de nombreux médias occidentaux et des gouvernants se faisait (et ils tentent de se justifier par cet argument encore aujourd'hui) au nom des « réformes économiques extraordinaires accomplies depuis 23 ans » et du barrage qu'il était censé constituer face à l'islamisme. Je ne m'éterniserai pas sur la dictature en elle-même et ses exactions, car personne ne saurait aujourd'hui la soutenir, mais sur le cœur de la révolution tunisienne qui est, avant tout, une révolution sociale, donc politique, donc pour la démocratie et, à ce titre, nécessitait le renversement de la dictature. L'ouverture de la Tunisie au libéralisme mondialisé est la cause profonde de la révolte tunisienne. En effet, « l'aspiration nouvelle de l'Afrique à la démocratie » est souvent présentée comme la conséquence positive de « l'avancée économique » de ces pays par l'intégration à la mondialisation, elle-même positive puisque favorisant le développement. Ce qui, nous le démontrerons au long de cet article, se révèle faux. Les peuples « n'aspirent » pas à la démocratie parce que le système économique libéral leur permet le « développement » par l'intégration économique ; c'est parce que l'intégration au système économique accentue les inégalités et la pauvreté que les peuples trouvent la force en leur sein de renverser les dictatures.

C'est d'ailleurs une constante des révolutions durables : il faut quelque chose en plus d'une dictature pour amener les peuples à risquer de se faire tuer. Il faut que l'existence devienne intolérable. Ce fut le cas en 1789 en France, c'est le cas, aujourd'hui, en Tunisie.



LE DOSSIER DU MOIS

Le problème est, qu'en France, la Révolution a débuté par un élan politique formidable né des Lumières et légitimé par le régime en place (la convocation des États généraux par le Roi). La Tunisie, elle, doit faire sa révolution au forceps. De plus, elle n'a pas, comme la Russie en son temps, une irrigation idéologique politique structurée, ni, comme au Venezuela, un leader charismatique. C'est d'ailleurs, peut-être, la chance des Tunisiens, qui peuvent ainsi facilement rompre avec le culte d'une personnalité et avec le parti unique.

Le revers de la médaille est, bien sûr, que la Tunisie risque de mettre un certain temps à trouver une véritable stabilité démocratique : le débouché politique est incertain et le rapport de force bien réel mais inorganisé. De plus, l'émancipation de la femme, qui est un acquis de l'indépendance tunisienne, peut être sur le long terme remise en cause.

En effet, Ben Ali a joué avec le feu. A juste titre, il a été impitoyable avec les islamistes qui représentaient un vrai risque de déstabilisation au moment de sa prise de pouvoir. Mais cela lui a très vite servi de prétexte pour justifier, aux yeux du monde et du peuple tunisien, l'interdiction des vrais partis d'opposition, et son parti unique de fait. Il a tenté de faire deux camps : les pro-Ben Ali et les pro-islamistes. D'ailleurs, il n'a cessé d'accuser à tort les partis d'opposition interdits, parmi lesquels le CPR, qui constitue la véritable alternative politique et qui est toujours absent du gouvernement, d'être de connivence avec ces derniers.

Heureusement, la laïcité semble ancrée profondément dans les mœurs. Le fait religieux n'a jamais compté dans la vie politique tunisienne. La fin du protectorat s'étant bien passée, il n'y a pas eu de complexe identitaire. Enfin, les premiers martyrs sont laïcs.

Mais le fait est qu'**à cause de Ben Ali**, les islamistes sont en embuscade. **La force de l'islamisme sous Ben Ali était le fruit de sa politique qu'il justifiait... par la lutte contre l'islamisme.** Et à cause de sa politique, ce risque, bien que très faible, existe aujourd'hui. D'ailleurs, l'exemple de l'Algérie voisine est là pour le démontrer : c'est la pauvreté, donc la répartition des richesses, qui entretient la radicalité religieuse.

Et beaucoup de dictatures arabes, effrayées par la révolution tunisienne, peuvent en attendre leur salut. De plus, dans la région, les Américains soutiennent depuis toujours non seulement le FIS algérien, mais les islamistes en général. Pour s'en persuader, il suffit d'aller consulter la rubrique « Qui sommes nous ? »

du site magharebia.com : « Le portail Magharebia est sponsorisé par le « United States Africa Command », le commandement militaire responsable du soutien et du renforcement des efforts américains pour promouvoir la stabilité, la coopération et la globe ». Site où les propos des partis d'opposition... islamistes sont fidèlement et fréquemment retranscrits.

Bref, demain, si le CPR est toujours marginalisé, si l'UGTT n'est pas d'avantage prise en compte, donc si le gouvernement continue à soutenir une ligne « d'intégration au marché mondial », les Tunisiens pourraient en déduire que la seule opposition structurée porteuse d'une réelle alternative est le parti islamique. Enfin, la faible présence de femmes dans le gouvernement et le fait qu'aucune leader n'apparaisse sur la scène politique ne sont pas des signaux positifs. Mais pourquoi le grand laïc qu'était Ben Ali n'en a-t-il pas promu ? Pour celui que les médias et les gouvernants européens érigeaient en « rempart à l'islamisme », n'aurait-ce pas été là la meilleure solution et le meilleur gage d'émancipation ?

Voilà pour le risque islamiste actuel, qui est la conséquence de la politique de Ben Ali.

Concernant l'argument de ses « réformes économiques extraordinaires » que nous ont vantées nos politiques et médias, que vaut-il ?

Avoir développé le tourisme et l'économie locale ? La réalité, connue de tous ceux ayant séjourné un tant soit peu en Tunisie, est simple : un bord de mer empli de palaces et de villas cossues et, 200 mètres plus loin, hors quelques grandes villes, des faubourgs, voire des centres-villes qui suintent la misère et trop souvent les relents islamistes d'une population désespérée. Zazis en est un parfait exemple. Faire vivre le pays des subsides des touristes occidentaux, tel semble avoir été le premier rôle des « réformes économiques extraordinaires ».

Qu'ont-elles apporté d'autre ? Le chômage de masse et la précarisation sociale !

Si les statistiques tunisiennes ne brillaient pas par leur objectivité et leur analyse, elles étaient toutefois obligées d'admettre que presque un jeune sur deux était au chômage, ainsi que plus de 58 % des diplômés, et, ce, malgré une croissance officielle de 5 % !

Comment expliquer cela, sinon par une répartition des richesses au seul profit de quelques-uns ?

LE DOSSIER DU MOIS

Malgré une croissance du PIB/habitant de 14 % entre 2006 et 2008, les salaires n'ont progressé que de 4 % avec une augmentation des produits courants de 8 % et un chômage officiel stagnant aux alentours des 14 % avec un taux global d'activité pour la population d'à peine 46 % !

Pourtant, la baisse du chômage a toujours été considérée comme la priorité numéro 1 du gouvernement tunisien. Mais quelle conclusion en tirait-il ? C'est simple : que le problème résidait dans le coût de la main d'œuvre (cela ne vous rappelle rien ?) ! C'est la « nécessaire flexibilité compétitive » promue en modèle de développement économique.

Rien ne lui fera changer de cap. Pourtant, l'inanité de cette politique en ce domaine saute aux yeux : malgré une bonne croissance (PIB/habitant + 56,1% de 1995 à 2009 contre 18% pour la France), le chômage officiel a stagné, oscillant entre 13,5% et 15% entre 1990 et aujourd'hui. Les jeunes diplômés sont les plus touchés : en 2005, presque 50% d'entre eux sont au chômage. Plus de 23% des jeunes diplômés travaillent sans contrat. Cela entraîne une précarisation de masse, notamment dans l'ensemble de la jeunesse. La surqualification est monnaie courante. Les centres d'appels (merci France Telecom !) en sont la parfaite illustration. Or, 55% des Tunisiennes et Tunisiens ont moins de 25 ans, 30 % sont au chômage.

Les journalistes font aujourd'hui mine de s'étonner, alors que la plupart d'entre eux ont relayé sans vergogne le mythe de ce « nouvel Eldorado du libéralisme » !

Petits rappels historiques :

► 1986 : lancement du programme « ajustement structurel » : libéralisation des prix, réduction des « coûts », diminution de la dette et réorientation de la Tunisie vers l'économie de marché. Ce programme est salué comme un modèle par les institutions financières internationales.

► 1987 : lancement des privatisations (jusqu'à 160 entreprises seront ainsi privatisées).

► 1990 : adhésion de la Tunisie à l'OMC. Programme triennal d'augmentation des salaires du privé et du public. Salaire de base **indexé** sur « l'évolution générale des prix » (10 % de la population active). Le SMIG (c'est le vrai nom) est passé de 170 dinars/mois en 1997 à 251 dinars pour 48 heures hebdomadaires et 217 dinars pour 40 heures en 2008 : soit une augmentation réelle de 7 % et de 27 % (en tenant compte des 20 % d'inflation). Mais pour la suite, les

négociations triennales, cela signifie un retard du pouvoir d'achat sur l'inflation de 3 ans. De plus, l'estimation du pouvoir d'achat est calculée par les organes du gouvernement : or, en France, il a fallu attendre plus de 10 ans pour que l'on considère que le ressentiment des concitoyens sur « la hausse des prix » était justifié et qu'il fallait revoir l'indice...alors, en Tunisie !

► 1992 : la Tunisie entre dans le marché international des capitaux privés. Objectif : garantir une ligne de 10 millions de dollars pour soutenir sa balance commerciale.

► 1995 : invitation du président Ben Ali pour présider l'ouverture de la Conférence internationale du Travail à Genève. Le gouvernement y voit « le signe de reconnaissance de la politique sociale de la Tunisie et de sa réussite de concilier la dimension économique et la dimension sociale du développement ».

► 1996 : « accord d'association » avec l'Union européenne : fin des droits de douane et des « barrières commerciales » entre la Tunisie et l'UE.

► Avril 2002 : émission de 458 millions de dollars d'obligations souveraines.

► Janvier 2003 : *Standard & Poor's* note remarquablement bien la Tunisie pour les crédits d'investissement dans le pays.

► 2004 : le Forum économique mondial classe la Tunisie 34^{ème} au niveau de la compétitivité sur la période 2002-2003.

► 2007 : la Banque mondiale évalue à 5,3 milliards de dollars, soit 15 % du PIB, la capitalisation boursière des sociétés cotées en Bourse. L'investissement étranger augmente de 35,7% en un an grâce à l'implantation de 271 nouvelles sociétés étrangères et l'extension de 222 autres.

► 2008 : après avoir été décoré par Ben Ali, Strauss-Kahn, directeur du FMI, félicite la Tunisie pour sa « saine gestion »... Visite de Sarkozy le 30/04/2008 au Maire de Tunis de manière identique... Pendant ce temps l'indice des prix à la consommation des ménages augmente de 5,7 %, 9 % pour l'alimentation ! Les langues commencent à se délier.

► 3 mai 2008 : l'Union générale tunisienne du travail (UGTT, c'est le syndicat unique) fait valoir dans son quotidien que « depuis 15 ans, il existe un consensus parmi toutes les tranches sociales que les prix des biens de consommation ont monté en flèche, affaiblissant ainsi le pouvoir d'achat des citoyens, modifiant leurs habitudes de consommation, et les empêchant de répondre à leurs besoins fondamentaux »... Cela dans un climat social extrêmement tendu où les négociations triennales traînent en longueur.

LE DOSSIER DU MOIS

En parallèle, ont lieu des grèves spontanées entraînant la répression. Un jeune homme de 24 ans y trouve la mort.

Désormais, à part le pouvoir tunisien, les gouvernants occidentaux et les milieux financiers, il n'y a guère, en Tunisie, plus que le Parti social libéral tunisien créé en 1988 qui ose écrire, suite à son Congrès de Bizerte du 22 février 2009, « l'importance des réformes initiées par le président Zin-El-Abidine Ben Ali depuis l'avènement du changement met en exergue le climat de paix sociale et de stabilité qui prévaut en Tunisie, à la faveur de la volonté politique qui anime le président de la République, qui a réussi à mettre en place un régime propre à la Tunisie, rejetant la tutelle et consacrant l'indépendance de la décision nationale » et qu'un des problèmes reste « d'affirmer la conscience nationale et d'inculquer aux jeunes générations l'esprit de loyauté à la Tunisie. »

► 20 octobre 2009 : les forces de sécurité de la région de Nabeul ont procédé au matin à l'arrestation du militant Zouheir Makhlouf, cadre du PDP (Parti démocrate progressiste) et membre de sa liste électorale pour la circonscription de Nabeul.

Cette arrestation intervient après que M. Makhlouf ait été entendu quatre jours durant par la police suite à une enquête qu'il a réalisée sur la zone industrielle de Nabeul montrant la situation réelle du pays.

► 17 juillet 2010 : tour de passe-passe politique : augmentation des salaires... et baisse du pouvoir d'achat dans le même temps !

C'est ce qui rendra irrémédiable l'ascension de la révolution tunisienne. Le salaire minimum (10 % de la population active) est augmenté de 4,5 % et hausse du prix du pain (pour tous) de 4,16 à 5,26%, avec une inflation en 6 mois de 4,8 % reconnue par l'Institut national de la statistique tunisienne et augmentation de 7,9% des postes alimentaires et boissons sur la même période... la presse libérale jamais à cours de flatterie parle d'une « relance keynésienne du gouvernement » qui permettra de résorber ainsi le chômage en rendant la main-d'œuvre plus abordable (si, si) !

► 17 décembre 2010 : les autorités imposent un black-out total sur Sidi Bouzid, dans le centre-ouest de la Tunisie, qui connaît de graves troubles sociaux. Elles empêchent l'accès de la ville aux journalistes étrangers et tunisiens, n'hésitant pas à recourir à la violence.

► 17 décembre 2010 : Mohamed Bouazizi, petit commerçant de 24 ans n'arrivant plus à joindre les deux bouts, s'immole par le feu. Ce sera le signal de la révolte. Révolte laïque puisque ce « suicide » va à l'encontre de toutes les règles de l'islam.

► 27 décembre 2010 : en signe de protestation, une

vingtaine de journalistes indépendants organisent un sit-in (autorisé) devant le Syndicat national des journalistes tunisiens (SNJT), rue des États-unis, à Tunis, pour dénoncer les interdictions imposées par les autorités à la couverture des événements récents de Sidi Bouzid, et revendiquer le droit à l'information. Le gouvernement bloque l'information de manière archaïque (saisies de journaux) mais n'arrive pas à endiguer celle qui se développe sur Internet. Les médias étrangers s'emparent de la question.

Le même jour, plus d'une centaine de personnes se rassemblent devant l'UGTT, à 13 heures à Tunis, pour exiger que le développement économique de la région devienne une priorité nationale. Des policiers encerclent les manifestants pour les empêcher de se rendre dans le centre de la capitale. Les journalistes sont refoulés.

En outre, le dernier numéro de l'hebdomadaire Al-Maouqif, organe de presse du PDP, a fait l'objet d'une censure déguisée. L'édition n°572, datée du 24 décembre 2010, qui revenait largement sur l'agitation sociale des derniers jours dans le pays, a, en effet, été retirée des kiosques alors que, d'après un communiqué de presse du journal, la Société tunisienne de presse affirmait avoir remis tous les exemplaires aux revendeurs le 25 décembre.

C'est la troisième fois en l'espace d'un an que le journal était victime d'une telle censure.

Ainsi, cette actualité qui ne tient pas compte, à dessein, de l'interdiction des partis politiques, des turpitudes des élections tunisiennes, du climat sécuritaire... montre l'essence même de la révolution de Jasmin : c'est une révolution sociale. Malheur aux politiques qui penseraient qu'introduire « quelques » principes démocratiques suffiraient à stopper l'histoire. Il n'est pas exclu que ce vent tunisien souffle sur le Maghreb : des tentatives d'immolation viennent d'avoir lieu en Algérie où l'exaspération sociale se manifeste depuis plus d'un an, et d'autres « réussies » en Mauritanie (donc, il ne s'agit pas « d'islamistes »).

Il me prend l'envie d'espérer, en guise de vœu pour cette nouvelle année, qu'après l'effet domino dans les pays de l'Est qui, tous, promurent et justifiaient le libéralisme suite à la dictature soviétique, vienne un vent du Sud, qui d'Amérique latine et du sud de la Méditerranée poussera les peuples à se tourner vers la République Sociale.

ACTUALITÉ SOCIALE

La Ville de Paris et la Coordination Eau Ile-de-France vous invitent à la projection du film
« **Water Makes Money** » de Leslie Franke et Herdolor Lorenz

Le jeudi 3 février à 18h

Auditorium de l'Hôtel de Ville

Entrée par le 5 rue de Lobau, Paris 4^{ème}

Ce documentaire doit permettre de sensibiliser à la question des enjeux liés à l'eau et à son mode de gestion.

En présence de :

Anne Le Strat,

Adjointe au maire de Paris chargée de l'eau, de l'assainissement et de la gestion des canaux.
Présidente d'Eau de Paris.

Marinette Bache,

Conseillère de Paris

Jean-Claude Oliva,

Président de la Coordination Eau Ile-de-France

Bernard Defaix,

Secrétaire de la Convergence nationale des collectifs locaux pour la défense et la promotion des services publics

Cette projection sera suivie d'un débat.

Merci de penser à imprimer cette invitation

et de vous munir d'une pièce d'identité, elles vous seront demandées à l'entrée.

DÉBATS

Gauche morale ou gauche sociale... ou les deux ?

Par Alain GELY

Ceci est une réponse à une camarade qui se disait surprise que Stéphane Hessel, dont "l'indignation" a fait grand bruit récemment, se fasse "berner par un DSK" et envisage de voter pour lui à l'élection présidentielle.

Que Stéphane Hessel "se laisse berner par un DSK" ne me surprend pas tellement. C'est le problème de "la gauche morale et la gauche sociale" ou encore de la "gauche libérale et de la gauche sociale".

Une gauche "morale" qui ne serait pas sociale risquerait de rester dans les généralités humanistes sympathiques mais sans portée. Pire : on risquerait d'adopter la posture du donneur de leçons qui vit confortablement et ne s'intéresse que superficiellement, "de haut", au sort des plus démunis. Une telle gauche ne serait pas réellement morale, ou ne le serait qu'hypocritement.

Une gauche sociale qui ne serait pas morale se renierait vite quand elle arriverait au pouvoir, si elle y parvient : c'est ce qu'on appelle parfois le mollettisme (du nom de Guy Mollet : discours très à gauche, dénonciateur sans concession, volontiers "populiste", mais néant quand on accède au pouvoir), voire le stalinisme. Une telle gauche ne serait pas réellement sociale, ou pas longtemps.

Il existe une gauche qui se dit "morale" qui n'est pas suffisamment sensible aux questions sociales et notamment à la question de l'émancipation du travail (ce travail exploité et aliéné dans le cadre du capitalisme). Elle peut donc être aisément "bernée" par les libéraux, y compris par ceux qui se réclament de la gauche.

Je considère que Stéphane Hessel est une personne très estimable et j'espère être aussi "indigné" que lui à son âge, un peu différemment toutefois. Mais je crains qu'il ne soit pas suffisamment sensibilisé à "la question sociale". N'oublions pas que la déclaration universelle des Droits de l'homme, dont il est un des rédacteurs, est remarquable sur les libertés publiques et des droits de l'individu - elle doit donc être défendue bec et ongles - mais pour le moins faiblarde sur la question des droits économiques et sociaux. Ceci explique que ses progrès dans le monde soient lents et précaires.

A PROPOS DU DÉBAT QUI DEVAIT AVOIR LIEU A L'ENS DE PARIS

Le 20 janvier, devait avoir lieu un débat à l'ENS de Paris en présence notamment de Stéphane Hessel et de Leila Shahid, déléguée de l'autorité palestinienne auprès de l'Union européenne. Ce débat qui s'inscrivait dans le cadre de l'appel au boycott des produits israéliens fabriqués dans les territoires palestiniens a été interdit sous pression notamment du CRIF.

Résistance Sociale ne peut que s'élever contre cette censure. Et rappelle à cette occasion qu'elle soutient la création d'un état palestinien libre et indépendant, dans le respect du droit à l'existence de l'Etat d'Israël.

Le CA de Réso

COUP DE GUEULE

Réforme du statut des fonctionnaires : non, non, et non !

Par Antoine DUCROS

Depuis des années, le démantèlement lent mais sûr de tous les acquis de la Libération se poursuit selon le même schéma : sitôt qu'un pan entier de notre État-providence a été mis à bas, et sans laisser aux salariés le temps de souffler cinq minutes, un politicien de second plan se dévoue et prône une nouvelle offensive ; il est aussitôt désavoué par son propre camp... mais l'idée commence à s'instiller, et est en général mise en œuvre dans les dix ans qui suivent. Il faut donc prendre très au sérieux la récente sortie de Christian Jacob contre le statut de fonctionnaire, auquel il propose de substituer non pas le CDI, mais carrément (pourquoi se gêner ?) le CDD, pudiquement rebaptisé «contrat de mission».

Face à ce type de discours, il serait suicidaire de tergiverser ou de se placer sur la défensive, en ayant l'air de s'excuser par avance de son opposition. Pas question donc de bafouiller qu'une évolution est bien sûr nécessaire, mais après concertation ; ni de pleurnicher qu'on est plutôt hostile à la réforme proposée, mais qu'on ne veut surtout pas défendre pour autant le statu quo. La seule réponse qui soit à la hauteur de l'attaque est «non, non, et non !», sans le moindre esprit de conciliation face à ceux qui orchestrent sans faiblir la régression sociale.

Il ne faut surtout pas se laisser impressionner par leurs arguments. Ces gens qui ne jurent que par la compétition et la concurrence totales, ces gens qui ne rêvent que d'abolir à peu près toutes les normes de droit social s'imposant à toutes les entreprises (SMIC, durée légale du travail, etc.) pour les remplacer par des accords de branche, vont entonner un hymne aussi soudain que suspect à l'égalité, comme ils le

font à chaque fois qu'il faut s'en prendre à une catégorie particulière de salariés dont ils se mettent alors à flétrir certains avantages, présentés isolément ; on l'a bien vu à propos des réformes successives des retraites.

La réponse à ce déluge de mauvaise foi est facile ; il suffit de leur proposer, pour satisfaire leur nouvelle et louable pulsion égalitariste, le compromis suivant : on calque le statut de la fonction publique sur celui du secteur privé, et l'on plafonne les salaires du secteur privé comme le sont ceux du secteur public[Note:1]

Par ailleurs, rappelons sans relâche que la diversité des statuts professionnels en France a pendant longtemps servi de formidable stimulant pour améliorer ceux qui étaient les moins favorables, grâce à une ligne jaune implicite : il était acquis qu'on ne pouvait détériorer un statut. Cette ligne, dénoncée comme archaïque, a manifestement sauté.

Il est urgent de la rétablir, de la défendre pied à pied sans concession aucune, et d'assumer sereinement au besoin sa nature de tabou ; faute de quoi le statut des fonctionnaires sera aligné sur celui des employés de banque, celui des employés de banque sur celui des caissiers de supermarché, et celui des caissiers de supermarchés sur celui des travailleurs saisonniers agricoles, qui finira ensuite par devenir la norme pour l'ensemble des salariés !

Note : C'est ce que les Américains ont fait au sein des banques qu'ils ont sauvées : tant qu'elles n'avaient pas remboursé l'Etat fédéral, leurs PDG ne pouvaient gagner plus que le président des États-Unis, ce qui est certes beaucoup, mais au moins vingt fois (voire trente ou cinquante fois) inférieur à ce dont ils avaient l'habitude ; Sarkozy s'est bien gardé d'infliger une pareille brimade aux banquiers français.

VOUS AUSSI, REFUSEZ LA RÉSIGNATION, ADHÉREZ À RÉSISTANCE SOCIALE !!!

Le bulletin Résistance Sociale est une publication
de RESO, association loi 1901

Siège social :

121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet : www.resistancesociale.fr
Courriel : webmaster@resistancesociale.fr

Présidente de RESO et directrice
de la publication :

Marinette BACHE

NOM PRENOM :

ADRESSE :

TEL : Portable :

E-mail :

- J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros
 Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros
 Je souhaite diffuser le journal autour de moi. Adressez-moi exemplaires par envoi.

À retourner à : RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)